



La Commune



Déclaration de La Commune, 10 janvier 2015 : Contre les barbares et contre « l'Union nationale »

Nous sommes aux côtés des travailleurs et des jeunes qui, par millions, expriment leur indignation face à la barbarie qui a exécuté des journalistes, des salariés, des êtres humains. Avec eux, nous rejetons cet acte ignoble perpétré contre la liberté d'expression. Inconditionnellement. Nous avons exprimé notre révolte dès la première heure et notre colère est à la hauteur de ces heures tragiques. Pour cette même raison – le rejet de cette barbarie – nous n'irons pas manifester avec les « grands de ce monde » à Paris dans « l'Unité nationale », sous l'égide de l'Union européenne.

Nous ne hurlerons pas avec les loups.

Nous ne communierons pas avec Valls, l'expulseur des Roms et des sans-papiers.

Nous ne défilerons pas derrière la « communauté » des chefs d'Etat ou leurs représentants, avec tous les auteurs de guerre à travers la planète qui se sont donné rendez-vous à Paris au nom de la « liberté d'expression ». On croit rêver !

Pas avec Hollande, Sarkozy et tous ces va-t-en guerre qui portent la plus lourde responsabilité dans la prolifération de ces monstres barbares sans foi ni loi, du fait de leurs interventions impérialistes guerrières passées et présentes en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Centrafrique, du fait de leur soutien direct ou indirect aux massacres génocidaires perpétrés par l'Etat criminel d'Israël contre le peuple Palestinien, Etat qui sera représenté par Benjamin Netanyahu bourreau du peuple Palestinien. Pas avec ce gouvernement qui entend se servir de ce climat de tension pour faire passer ses plans contre les hôpitaux, la médecine, les médecins et la Sécurité Sociale. Qui entend continuer son offensive contre les salaires et les effectifs, contre les salariés, contre toutes les catégories sociales confondues de ce pays, contre les chômeurs et les jeunes.

Pas avec ce gouvernement qui, dans la continuité de ceux que l'ont précédé, attaque les immigrés, distille l'islamophobie au fil des déclarations à peine équivoques, paternalistes de type colonial, au fil des lois antilaïques qui entravent la liberté de croyance individuelle.

Pas avec Rajoy, Premier ministre de l'Etat espagnol, geôlier des peuples catalan, basque, galicien... qui vient d'engager un procès contre la liberté d'expression contre notre camarade Aurore Martin et 36 autres inculpés à Madrid, un Rajoy qui se refuse à engager un processus de négociation visant à la paix au Pays basque, paix à laquelle aspire pourtant l'écrasante majorité de la population et ses organisations.

Pas avec Poutine, le despote ex-KGB aux mains rouges du sang des peuples Tatars, Tchétchènes et fauteur de guerre contre le peuple Ukrainien, un Poutine ennemi juré, dans les pas de Staline, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pas avec Erdogan, le dictateur turc, qui menace en ce moment même un caricaturiste turc de prison et qui entretient les relations les plus sales avec l'Etat islamique en Syrie contre le peuple kurde qui lutte pour sa survie.

Pas avec tous ces brigands impérialistes qui bombardent, pillent, asphyxient et tuent, partout dans le monde, et créent ainsi des monstres aussi inhumains qu'obscurantistes, des Frankenstein dont ils sont les créateurs honteux, en Syrie avec l'Etat islamique ou en France même, comme on vient de le subir. Le combat contre la barbarie ne se divise pas. Entre les barbares « civilisés » et les barbares « sauvages », nous ne choisissons pas. Pire, les premiers sont les responsables politiques de l'existence des seconds qui ne sont rien d'autre que leurs rejets monstrueux qui balbutient quelques minables et indigents oripeaux qu'ils veulent idéologiques. Ces trois meurtriers racistes et antisémites sont de la même veine que les minables voyous qui ont attaqué un jeune couple au prétexte que « vous êtes juifs, donc vous avez de l'argent » La bêtise abyssale. Et la bêtise qui tue. Mais tous, « civilisés » ou pas, ils sont les ennemis de la liberté. On ne peut combattre les uns sans combattre les autres.

Hollande-Valls ont la bouche emplie de l'appel à l'unité pour nos « valeurs républicaines communes et la République » Mais de quelles valeurs républicaines communes parlent-ils ? De celles de leurs amis et frères politiques tel Cahuzac, minable voleur et menteur ? De celles de ces députés qui s'émancipent de payer les impôts ? De tous ces copains et coquins qui multiplient scandales sur scandales et ont une fâcheuse tendance à confondre les deniers publics et leur portefeuille ? On en rirait si l'heure n'était pas si tragique.

De quelle République parlent-ils ? De celle des massacres de Setif et Guelma, de Madagascar ? Ah, c'est trop loin ? De celle qui matraque et jette à la Seine des centaines d'Algériens, de celle de Charonne ? Ah, encore trop loin ? De celle qui bombarde la Lybie, l'Afghanistan, le Mali, sur tous les coins de la planète ? Au nom de la « civilisation » ? Et qui plonge chaque jour un peu plus le monde dans la misère et la désolation. Et c'est avec tous ces gens, ces chiens de guerre qu'on veut nous faire défiler ? Sans nous.

Quant à la liberté d'expression, les mêmes la répriment, en interdisant les manifestations qui les dérangent, en embastillant des manifestants arrêtés au hasard, en gazant les cheminots en grève rassemblés pacifiquement, en matraquant des lycéens en grève contre les expulsions de leurs camarades sans-papiers. Et il y aura aussi des représentants fort civilisés des Etats-Unis, où il ne fait pas bon être noir par les temps qui courent...

Toute cette hypocrisie gluante, nauséabonde fait le lit de Marine Le Pen, invitée spéciale de François Hollande, qui nous jurait, lui et les siens, qu'elle était le diable en personne.

Nous partageons l'indignation des millions d'êtres humains révoltés par les assassinats perpétrés par ces individus sans conscience, qu'aucune idéologie ne saurait justifier. Nous le répétons : nous sommes aux côtés des opprimés et exploités qui rejettent avec colère et dégoût de tels actes de folie meurtrière. Mais nous ne sommes ni ne serons jamais aux côtés des ennemis des travailleurs. D'ailleurs, quelle aubaine que cette tuerie ignoble pour un Hollande qui est pourtant arrivé à un point de discrédit sans précédent et qui cherche, par cette grossière opération d'« Union nationale », par cette honteuse récupération d'une légitime indignation, à se refaire une virginité ! A qui donc profite le crime de ces monstres écervelés ?

Nos pensées vont également à la population musulmane dont la stigmatisation va redoubler, qu'on va chercher, du plus haut de l'appareil d'Etat, à mettre au pas. D'ailleurs, ces derniers jours, se multiplient les agressions contre des citoyens arabes et noirs, contre des musulmans et des mosquées, dans le silence médiatique le plus pesant. Les organisations ouvrières et démocratiques doivent mettre un point d'honneur à placer cette population, ses enfants, salariés et leurs familles, sous leur protection !

Pour nous, unité contre la barbarie va de pair avec le rejet de « l'Union nationale » : unité contre la barbarie des bandes armées réactionnaires et unité contre la barbarie impérialiste. Deux formes de barbaries qui se nourrissent l'une de l'autre, contre les exploités et les opprimés du monde entier.

Nous partageons la réaction du dessinateur de Charlie-Hebdo, Willem, qui, dans la presse, déclare « vomir sur ceux qui, subitement, disent être nos amis [...] Nous avons beaucoup de nouveaux amis, comme le pape, la reine Elizabeth ou Poutine : ça me fait bien rire »

Nous appelons donc les organisations ouvrières et démocratiques à rompre ce carcan nauséabond et dangereux de « l'Union sacrée », de « l'Union nationale » manœuvre classique des gouvernants pour attacher les peuples à leur propre déchéance et dépendance aux plans anti-ouvriers en cours. A l'heure où s'applique le Pacte de responsabilité dicté par le Medef et les commissaires « européens ». A l'heure où tous les jours, des millions de salariés sont rejetés dans le chômage et la précarité sans fin, du fait exclusif de la politique des Sarkozy et Hollande, cette « Union nationale » tombe à pic pour tenter le sauvetage d'un gouvernement en crise et à bout de souffle.

En toutes circonstances et particulièrement en ce moment-ci, notre principe est le même :

Indépendance des travailleurs et de leurs organisations vis-à-vis de tout Etat, tout gouvernement, tout patron.

C'est une question vitale. Demain, c'est sans nous. Irrémédiablement. Mais nous sommes confiants dans la lucidité des opprimés qui sauront ne pas tomber dans le piège tendu. Qu'ils soient demain massivement

dans la rue ne fera pas pour autant d'eux les proies de la manipulation de nos gouvernants, définitivement discrédités.

***La Commune, pour un Parti des travailleurs
Paris, le samedi 10 janvier 2015, 23h.***

Modifié le dimanche 11 janvier 2015

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... >>

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! >>



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

